

Publié le 20 mai 2016

Brexit : ils vont partir ou ils vont rester ?

Le timing n'aurait pu être pire : crise de l'euro, crise des migrants, affaiblissement des leaders... C'est dans ce paysage européen agité que le débat sur une éventuelle sortie de l'Union Européenne bat son plein au Royaume Uni à l'approche du référendum du 23 juin, dont l'issue est plus incertaine que jamais, constate [The Economist](#).

Le revirement pro-européen de Cameron

Quelles sont les forces en présence dans ce débat ? D'un côté, les partisans du «Remain», favorables au maintien du Royaume Uni dans l'Union Européenne, et menés par un David Cameron dont l'attitude a de quoi surprendre : «Celui qui se présente depuis des années comme eurosceptique convaincu s'est métamorphosé en meilleur avocat de l'Union Européenne à l'approche du référendum du 23 juin», note Florentin Collomp dans [Figaro Vox](#) au lendemain d'un discours dithyrambique du premier ministre britannique sur les bienfaits de l'Union Européenne, prononcé le 9 mai dernier. Selon Anand Menon, professeur au King's College, la stratégie de Cameron et des militants du «Remain» consiste moins à présenter des arguments fondés sur des faits qu'à instiller dans les esprits, par un véritable «pilonnage médiatique», une certaine peur du changement et du risque, visant à favoriser le statu quo. Stratégie déjà utilisée – en vain – pour contrer l'élection de Sadiq Khan à la mairie de Londres, lit-on toujours dans [Figaro Vox](#).

Le camp adverse, celui des partisans du «Leave», se présente comme un ensemble hétéroclite d'eurosceptiques issus des rangs du parti Conservateur, et de *brexiteers* «purs et durs», sympathisants de l'extrême droite populiste et nostalgiques de la grandeur britannique d'antan. S'il pêche par son manque de cohésion, le camp du «Leave» n'en use pas moins d'arguments forts qui ont un poids réel dans le débat. Mais le soutien qu'il reçoit de figures controversées telles que Poutine, Trump et Marine Le Pen pourrait paradoxalement contribuer à le desservir, précise Florentin Collomp. Dans ce paysage profondément divisé, c'est finalement le vote des très nombreux indécis qui sera déterminant lors du référendum du 23 juin, indique [The Economist](#).

Le mal anglais : la peur morbide d'appartenir à un ensemble plus grand

Mais arrêtons-nous plus longtemps sur le camp des «pro-Brexit», et sur les facteurs internes qui ont conduit le Royaume Uni à cette crise. Celle-ci n'est-elle qu'une énième manifestation de la fameuse mentalité insulaire de nos voisins britanniques, qui aiment à cultiver leur différence ? La réalité semble plus complexe. Selon [The Tablet](#), le succès du Brexit s'enracine dans une véritable crise identitaire que traverse actuellement la Grande Bretagne. Les militants pro-Brexit les plus

convaincus font preuve d'europhobie plutôt que d'euroscepticisme «Une phobie est une aversion irrationnelle, alors que le scepticisme est un état de doute raisonné. L'Euroscepticisme ne fait qu'exprimer un doute sur la viabilité des structures européennes : il ne constitue pas en lui-même une raison pour les quitter. L'europhobie est une répulsion instinctive. Comme toute phobie, elle est le symptôme d'un trouble psychologique profond – en l'occurrence, d'une crise d'identité (...). En deux mots : l'europhobie est une peur morbide d'appartenir à un ensemble plus grand – maladie typiquement anglaise», affirme *The Tablet*.

Ainsi, l'Angleterre apparaît comme «la seule nation européenne à ne pas avoir fait partie d'un ensemble plus grand depuis près d'un demi-millénaire. Elle est donc particulièrement mal placée pour comprendre ce que signifie être une nation dans le monde post-moderne» dominé par les institutions internationales et les instances d'autorité supra-nationales, analyse *The Tablet*. Il est intéressant de constater que les partisans du Brexit se comptent parmi la population anglaise, alors que les peuples écossais, gallois ou irlandais se montrent favorables au maintien dans l'Union Européenne, ayant conscience depuis bien plus longtemps de faire partie d'un ensemble plus grand.

Un départ de l'Union Européenne pourrait mettre à mal l'intégrité du Royaume Uni, entraînant la défection de l'Écosse. Ainsi, «l'Angleterre europhobe», qui «se croit en sécurité dans sa Grande Bretagne, dernier bastion de l'Empire», saperait ses propres fondations en militant pour le Brexit. Et non seulement les siennes, mais également celles de l'Union Européenne elle-même. *The Tablet* va jusqu'à affirmer : «Il est inutile de chercher à revivre les batailles de Marlborough et Wellington, quand il n'y a plus d'alternative impériale britannique à protéger et quand le départ du Royaume Uni pourrait provoquer une désintégration de l'Union Européenne, véritable catastrophe pour l'ordre mondial.»

Peur de partir contre peur de rester

Parmi les leaders de l'électorat pro-Brexit s'est imposée la figure de l'ancien maire de Londres, Boris Johnson, dont les arguments en faveur d'un nationalisme étroit relèvent plus d'un cynisme opportuniste que d'une véritable conviction, selon Tanya Gold du *New York Times*. Ce personnage singulier manie la dérision et l'outrance à la manière d'un Donald Trump. Dans sa bouche, le 24 juin, lendemain du référendum, se transforme en « Independence Day », et la victoire du Brexit en victoire de la démocratie, qui ouvre la porte à la prospérité. Il est pourtant de notoriété publique qu'en tant que maire de Londres, Johnson n'a pas toujours fait preuve d'un esprit très démocratique, affirme le *New York Times*, qui souligne le manque de loyauté de l'ancien maire envers les partis d'opposition.

Son mandat a été marqué par de nombreuses crises non résolues, qu'il a tenté de faire oublier en paradant dans les médias ou en malmenant les journalistes à l'instar de son jumeau américain. Et sa dernière sortie, comparant l'Union Européenne à Napoléon et même à Adolf Hitler dans leur tentative d'unir la Grande-Bretagne au continent, se veut un autre exemple de simplification populiste, très en vogue en ce moment de part et d'autre de l'Atlantique : «Cette déclaration est destinée à faire peur et contrebalancer les scénarios apocalyptiques brandis dans le camp d'en face en cas de sortie, à montrer « que le camp du maintien dans l'UE n'a pas le monopole de la peur»

analyse Joe Twyman, responsable de la recherche politique et sociale de l'institut de sondage YouGov, interviewé par l'AFP et cité par [La Presse](#). Après la menace de guerre de David Cameron en cas de Brexit, l'affrontement sur l'avenir du Royaume-Uni dans l'UE prend parfois les allures épiques et moyenâgeuses de la très populaire et sulfureuse série *Game of Thrones*.

Une conception de l'Europe en crise

Cependant, « l'incidence d'un Brexit déborde largement le cadre des îles britanniques », écrit Pierre Haas dans [Atlantico](#), rappelant le cri d'alarme de l'ancien ministre de la défense Hubert Védrine contre le risque de « décrochage des populations » qui menace l'Union Européenne dans un contexte d'euroscpticisme croissant et de montée du populisme dans bien des pays. **La crise actuelle provient en effet d'une impossibilité de remettre en question la vision d'une Europe fédérale,** qui était celle des origines. En adoptant «cette curieuse façon de décider de l'avenir en s'appuyant sur la validité du passé», les pays membres de l'UE font preuve de la même attitude que les partisans du Brexit eux-mêmes, souligne Pierre Haas, qui prône la création d'une Europe confédérale plus respectueuse du principe de subsidiarité, et des différences culturelles nationales.

Cette mutation en profondeur des institutions européennes est d'autant plus nécessaire que le duo France-Allemagne, qui constitue depuis l'origine «le socle et principal soutien de l'Union Européenne», est aujourd'hui fragilisé par la crise des migrants, et par la perte de crédibilité d'une France en perte de vitesse, incapable de réformes structurelles. «Sans que l'Allemagne y soit pour rien, la perception, par les 26 autres membres de la Communauté européenne, d'une modification des forces en présence sur le terrain, conduirait à leur fragmentation et inévitablement à la désagrégation de l'Union Européenne. Le constat de la divergence des Allemands et des Français ne pourrait qu'inciter d'autres pays à reconsidérer leur adhésion», note Pierre Haas. D'autant plus que la non participation britannique à la zone euro pourrait faire des émules et les concessions obtenues par le Royaume Uni, désormais inscrites dans les traités européens, devraient rendre plus difficile l'imposition de mesures par les pays de la zone euro.

Obama au secours de l'Union Européenne

Enfin, **le débat sur le Brexit a été marqué par la visite du président Obama, qui s'est exprimé avec insistance en faveur du maintien du Royaume Uni dans l'Union Européenne.** Le discours d'Obama peut se résumer en quelques mots : si le Royaume Uni veut conserver son influence sur le monde, et plus encore sa relation privilégiée avec les États-Unis, il doit rester dans l'Union Européenne, indique *The Economist*.

L'attitude américaine s'explique par des raisons à la fois stratégiques, économiques et politiques. D'un point de vue stratégique, l'OTAN et l'Union Européenne ont toujours constitué le soubassement de l'engagement américain dans l'Europe de l'après-guerre, qui a d'ailleurs joué un rôle prépondérant pour mettre fin à la guerre froide. Aujourd'hui encore, «c'est vers l'Europe que les États-Unis se tournent quand ils ne veulent ou ne peuvent mener une action seuls», rapporte *The Economist*. A cela s'ajoute la volonté américaine de «créer un monde bipolaire ayant pour arbitre et centre les États-Unis», autour d'un axe occident-Asie Pacifique, dont le pivot serait l'Europe. Or le

Brexit menace de faire voler en éclats ce projet, tant est important le rôle de médiation des Britanniques au sein de l'Europe, prévient *Atlantico*.

D'un point de vue économique, le départ du Royaume-Uni freinerait les négociations pour un nouveau Traité de commerce et de partenariat entre l'UE et les États-Unis, qui se veut le plus grand traité bilatéral de l'histoire. Le Brexit lui porterait même un coup mortel, tant ce traité s'appuie sur la tradition de libéralisme apportée par le Royaume Uni. D'un point de vue politique enfin, Obama craint la montée des forces populistes et isolationnistes en Europe, attisées par la crise migratoire et la crise de l'euro. Selon Obama, un départ du Royaume Uni «ébranlerait les fondations de l'Union Européenne» et serait «un coup fatal porté à l'édifice du libéralisme occidental» lit-on dans *The Economist*.

Quel a été l'impact de cette visite sur l'électorat du Royaume-Uni ? Il demeure incertain, même si Obama bénéficie d'une certaine aura auprès des jeunes, globalement plus favorables au maintien dans l'UE.

Toujours est-il que le message des États-Unis à son plus ancien et plus proche partenaire est quant à lui très clair : ce partenariat perdrait beaucoup de son intérêt si le Royaume-Uni choisissait de quitter l'Union Européenne. A bon entendeur, salut ?

Tasnim Rasiwala

Retrouvez cet article sur notre [site](#)